



# Taiwan, entre manœuvres chinoises et pivot asiatique américain

Par **Jean-Paul Burdy**, historien, enseignant-chercheur associé à Sciences Po Grenoble et animateur du blog « Les Mots de Taiwan » ([www.lesmotsdetaiwan.com](http://www.lesmotsdetaiwan.com)).

**Photo ci-dessus :** Visite de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen sur une base militaire. En décembre 2023, les autorités taïwanaises ont annoncé un allongement du service militaire obligatoire à Taiwan, une décision largement appuyée par la population, qui considérait que ce dernier était trop court. (© Taiwan Presidential Office)

Toutes les parties sont prévenues, depuis la Loi anti-sécession de 2005, de l'objectif de Pékin de ramener, de gré ou de force, la « province de Taiwan » dans le giron de la mère-patrie : l'échéance ultime fixée par le président Xi Jinping est 2049 (1). Si la Chine s'inscrit dans le temps long, elle ne cesse d'accroître ses pressions sur l'île, multipliant en 2022 les incursions militaires autour de Taiwan. Mais ses objectifs sont contrariés, et par les évolutions politiques taïwanaises, et par le contexte géopolitique — pivot asiatique américain et guerre en Ukraine (2).

## Taiwan, « le pays le plus démocratique d'Asie », s'éloigne de la Chine

L'Indice 2023 des libertés (3) classe Taiwan comme « le pays le plus libre et le plus démocratique d'Asie », au 14<sup>e</sup> rang mondial sur 165 — la Chine est 152<sup>e</sup>. Taipei démontre qu'une démocratie « chinoise » peut être parfaitement fonctionnelle. Sur ce terrain, la faille avec le continent ne cesse de s'élargir : les Taïwanais ont bien compris que la promesse chinoise d'appliquer à Taiwan le régime « Un pays, deux systèmes », est morte à Hong Kong en 2020, quand Pékin y promulgue sa très répressive Loi sur la sécurité nationale [voir p. 48]. Vu de Pékin, l'argument démocratique n'a aucune valeur, seul le parti communiste étant légitime à décider de l'avenir des Taïwanais. En revanche, alors que la guerre en Ukraine est aussi un combat de la démocratie contre l'autocratie, il est systématiquement mis en avant par Taipei dans sa recherche de soutiens politiques internationaux. « L'esprit de famille des deux rives », souvent évoqué par Xi Jinping, est de moins en moins évident à Taiwan. Selon l'étude annuelle de l'Université Chengchi sur l'identité revendiquée, en 2022 (4), 60,8 % des personnes interrogées se disaient taïwanaises ; 32,9 % à la fois taïwanaises et chinoises ; 2,7 % s'estimaient avant tout chinoises. Et l'identification principale à Taiwan ne cesse de se renforcer. Concernant le statut de l'île, les réponses sont sans appel : réalistes, plus de 80 % des Taïwanais sont pour le maintien du *statu quo* (ni indépendance, ni unification, souveraineté *de facto*) ; 5 % sont pour l'indépendance, 1 % pour une unification avec la Chine. La « taïwanisation », multiforme, est un mouvement de fond qui éloigne toute perspective de rejoindre volontairement la Chine.

## Des engagements américains confortés

L'agression russe a immédiatement été condamnée par le gouvernement de la présidente Tsai Ing-wen (depuis 2016, Parti démocrate progressiste), qui a mis en œuvre les sanctions économiques contre Moscou, et envoyé des aides à Kyiv. Les inquiétudes taïwanaises initiales sur la fiabilité des Américains à défendre leurs alliés ou protégés ont été levées par les rappels par Washington des engagements du *Taiwan Relations Act* de 1979 : « maintenir la capacité de résister » de l'île par la livraison d'« armes défensives nécessaires à sa sécurité ». En cas d'agression, Washington maintient « l'ambiguïté stratégique » sur sa réponse militaire, mais le président Biden a répété que les États-Unis avaient le même « engagement sacré » envers Taiwan qu'envers leurs alliés de l'OTAN. Lors de sa brève visite à Taipei, le 3 août 2022, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a redit ces fondamentaux, et la nécessaire « défense des démocraties face aux autocraties ». Sa visite a déchaîné la colère de Pékin, qui a engagé d'importantes manœuvres sur zone, avec tirs de missiles balistiques encadrant l'île. Les livraisons d'armes américaines s'accroissent : neuf ventes depuis 2021, dont six en 2022. La guerre en Ukraine a confirmé le consensus bipartisan au Congrès américain pour soutenir Taiwan, et aller vers une « clarté stratégique » qui signifierait à Pékin que tout recours à la force entraînerait une réponse militaire américaine.

## « La sécurité du Japon, liée à la sécurité de Taiwan »

Le Japon est confronté à la pression croissante de Pékin en mer de Chine orientale : en août 2022, cinq des missiles tirés vers Taiwan ont terminé leur course dans les eaux de la zone économique exclusive japonaise. Le Premier ministre Shinzo Abe (2012-2020) avait proposé un « Indo-Pacifique libre et ouvert », et engagé une remilitarisation de l'archipel [voir p. 86]. En 2021, puis 2022, Tokyo a révisé sa stratégie de sécurité nationale. Désormais, la Chine, « représente le plus grand défi stratégique que le Japon ait jamais connu ». Et « la sécurité du Japon [est liée] à la sécurité de

## Taiwan



**CHEFFE DE L'EXÉCUTIF**  
Tsai Ing-wen (depuis 2016)  
**SUPERFICIE** 35,980 km<sup>2</sup>  
**POPULATION** 23,6 millions (2019)  
**CAPITALE** Taipei  
**PIB** 774,8 milliards de dollars

(2021)  
**TAUX DE CROISSANCE**  
6,3 % (2021)

Sources : CIA World Factbook, Statista, Taiwan Info.

### PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Fabrication industrielle, exportation de machines, de produits électroniques et pétrochimiques  
**RELIGIONS** Bouddhisme 35,3 %, taoïsme 33,2 %, christianisme 3,9 %, religions « populaires » (dont le confucianisme) 10 %, athéisme ou non spécifié 18,2 % (est. 2005)  
**GROUPES ETHNIQUES** Chinois Han à plus de 95 %, indigène malayo-polynésiens à 2,3 % (selon le dernier recensement)

L'inauguration par TSMC en 2023 de la première tranche d'une manufacture géante (*megafab*) à Phoenix (Arizona) résulte d'insistantes demandes américaines. Par le *Chips and Science Act* signé en août 2022, le président Biden entend rétablir une domination américaine perdue au profit de l'Asie. Il officialise le projet américain de « *Chip 4 Alliance* » avec le Japon, la Corée du Sud et Taiwan, pour coordonner les activités de quatre pays alliés qui contrôlent l'ensemble de la chaîne de valeur. Mais le projet soulève des inquiétudes à Taipei et Séoul. Les États-Unis sont engagés dans une guerre des puces contre Pékin, et cherchent à limiter drastiquement les exportations de technologies vers la Chine. Alors que la Chine est son premier acheteur de semi-conducteurs, Taiwan est donc directement concernée par l'extraterritorialité des restrictions américaines à l'exportation.

Jean-Paul Burdy

### Notes

- (1) V. Niquet, *Taiwan face à la Chine : vers la guerre ?*, Tallandier, 2022, 240 p.
- (2) J.-P. Burdy, « Aujourd'hui l'Ukraine, demain Taiwan ? : l'impact de la guerre en Ukraine sur les enjeux taiwanais », *Diplomatie* n° 115, mai-juin 2022, p. 17-20 (<https://rb.gy/x2agbg>).
- (3) Fraser Institute, « Taiwan rated freest country in Asia in 2022 Human Freedom Index », 26 janvier 2023 (<https://rb.gy/e2smdq>).
- (4) « Taiwanese/Chinese Identity; Unification-Independence Stances 1992-2022 », Chengchi University, 13 janvier 2023 (<https://rb.gy/vstkd1>).
- (5) G. van der Wees, « Is Taiwan's International Space Expanding or Contracting? », *The Diplomat*, 14 décembre 2021 (<https://rb.gy/drwnxv>).

Taiwan », que Tokyo doit « protéger en tant que pays démocratique ». Le budget de la défense est passé de 1 % du PIB japonais en 2021 à 2 % en 2022. Tokyo maintient « l'ambiguïté stratégique » concernant Taiwan mais, anticipant un conflit régional, militarise ses îles méridionales de l'archipel Nansei, qui s'étire entre le Japon et Taiwan ; et renforce à Okinawa ses Forces d'autodéfense. L'idée d'une version japonaise du *Taiwan Relations Act* devient insistante à Tokyo. Ces évolutions ne répondent pas à des demandes de Taipei. Mais elles ouvrent à Taiwan la perspective d'un soutien sécuritaire japonais coordonné avec celui des Américains.

### Desserrer l'isolement diplomatique

Interdite de présence dans les organisations onusiennes par le veto de Pékin, Taiwan s'emploie à desserrer son isolement en postulant comme observateur aux instances multilatérales de l'Indo-Pacifique : la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) ; l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) ; le Cadre économique indo-pacifique pour la prospérité (IPEF), etc. Si Washington encourage ces candidatures, les capitales asiatiques restent attentives à ne pas froisser Pékin, dont la capacité de représailles économiques est notoire. Taipei frappe également à la porte de structures plus sécuritaires, comme le Dialogue de sécurité quadrilatéral (QUAD, 2007) qui regroupe États-Unis, Australie, Japon, et Inde : la candidature de Taiwan à un Dialogue élargi (QUAD+) est sans réponse depuis 2021. En 2023, il ne reste plus que 14 États entretenant des relations avec Taipei. L'espace international de Taiwan se contracte-t-il pour autant (5) ? S'appuyant sur ses 110 « bureaux de représentation de Taipei » dans le monde, ambassades de facto, Taiwan participe systématiquement à des sommets ou conférences dans lesquels « l'État souverain » n'est pas un critère obligatoire. Et promeut une « diplomatie des valeurs », en rappelant qu'elle est, comme l'Ukraine, sur la ligne de front des démocraties libérales contre l'expansionnisme des régimes autoritaires. Les visites de délégations parlementaires pluri-partisanes se succèdent à Taipei : en 2022, du Japon, de Corée du Sud, des États-Unis, d'Australie, du Parlement européen, de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni, des pays d'Europe centrale et orientale, etc. Si les États restent prudents, la « cause taiwanaise » gagne en popularité chez des parlementaires de tous bords.

### Deux défis : le porc-épic et les puces

La stratégie du « porc-épic », ou la défense asymétrique Pour « rendre le coût d'une invasion le plus élevé possible », la présidente Tsai défend l'option de « la

guerre asymétrique globale », parfois qualifiée de « stratégie du porc-épic », et soutenue par Washington depuis 2021. L'électrochoc ukrainien a accéléré les programmes de défense asymétrique. Au détriment des armements lourds classiques, il s'agit d'investir massivement dans des drones aériens et navals, des missiles balistiques et de croisière, des systèmes de défense anti-aériens, anti-missiles et anti-navires. Le budget de défense 2023 approche les 14 milliards de dollars, en hausse de 13 % par rapport à 2022. 72 % des personnes interrogées se disent en juin 2022 « prêtes à défendre [leur pays] », et soutiennent le passage du service militaire masculin de 4 mois à un an, à compter de 2025.

### Qui contrôlera les puces ?

Plus de 85 % de la production mondiale des semi-conducteurs à très hautes performances viennent des manufactures des groupes taiwanais TSMC (le plus grand fondeur mondial, et la première capitalisation boursière d'Asie) ou UMC. Le contrôle de ces manufactures serait l'un des objectifs majeurs d'une invasion chinoise. Mais la pression sur ce secteur éminemment stratégique n'est pas que continentale :

### Taiwan : l'île convoitée

